

**Daniel BERRA**

Professeur émérite  
 Université Aix-Marseille (AMU)  
 Directeur honoraire du Centre de Droit social EA 901

---

Adresse universitaire : Faculté de Droit et de Science Politique - Centre de Droit Social - 3 avenue Robert Schuman - 13628 Aix-en-Provence cedex 1 - Tél. 04.42.17.29.52 - Fax. 04.42.17.28.57 – Mel : daniel.berra@wanadoo.fr

**Titre et diplômes :**

- Docteur d'Etat en Droit Privé et Sciences Criminelles, thèse de Droit Privé : "La notion d'indisponibilité juridique", Nancy 1969. Prix Daniel Parisot de la meilleure thèse de droit privé.
- Agrégé des Facultés de Droit (Droit Privé et Sciences Criminelles), concours Carbonnier 1975

**Carrière enseignante :**

- Professeur à la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-en-Provence (Aix marseille Université) depuis 1982 – PEDR(encadrement doctoral) à c de 1997- Professeur Classe exceptionnelle CE2- Emérite à c. du 1.07.2003.
- Auparavant : Assistant de droit privé à la Faculté de droit et de sciences économiques de Nancy II et avocat stagiaire (1963 - 1969) - Chargé de cours à la Faculté de Droit de Besançon (1969-1971) puis de Nancy (1971-1974) - Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Nancy (1976-1982)

**Activités d'enseignement :**

- Droit civil, Droit commercial, Droit Social Européen Communautaire. Spécialisation depuis 1982 : Droit Social, Droit du Travail.

**Activités scientifiques et de recherche :**

- Organisateur pendant plusieurs années des Journées prud'homales nationales d'aix en provence
- Direction de la collection Droit social de l'université d'Aix-Marseille (éd. PUAM), 25 ouvrages. Direction jusqu'en 2013. Co directeur depuis 2013
- Articles, notes en Droit Civil et Droit Social - Diverses contributions à des colloques. Voir ci-après
- Directeur du D.E.A Droit Social (Aix-Marseille) et de l'Equipe d'accueil de Doctorat
- Consultations et contrats de recherche en droit du travail / droit social au profit de grandes entreprises et d'organismes divers. En particulier, auteur des 2 premiers articles de droit français sur les aspects juridiques du Sida en droit social et sur les responsabilités et l'indemnisation (1988 et 1989)

**Fonctions universitaires :**

- Directeur du Centre de Droit Social (Université d'Aix-Marseille III) et de l'équipe d'accueil de Doctorat EA 901 (1984-2003)
- Assesseur du Doyen de la Faculté de Droit d'Aix -Marseille pour le 3<sup>ème</sup> cycle (1999/2004).
- Membre du Conseil National des Universités (CNU ; élu pendant 10 ans). 1<sup>er</sup> Vice-président de la Section 1 (Commission n° 1) droit privé et sciences criminelles (1992 à 1995)
- Membre élu du Comité Technique Paritaire Universitaire national (1990-1995)
- Directeur du CUREM-Lorraine (Centre Universitaire de Recherches et d'Etudes Municipales - Formation de personnels communaux) 1980 - 1982 ; chargé de sa restructuration et de l'arbitrage entre les 2 métropoles régionales de Nancy et de Metz
- Ancien président du jury du Concours National du C.N.E.S.S (Centre National d'Etudes Supérieures de la Sécurité Sociale)
- Directeur du Centre d'Initiation à l'Enseignement Supérieur (C.I.E.S) interacadémique d'Aix-Marseille - Nice - Corse (1994-1997).

**Distinctions honorifiques :**

- Ordre National du mérite (Chevalier) décret du 14.05.1994, J.O 15.05
- Palmes académiques - chevalier (D. 1.08.1979) - officier (D. 21.02.2001)
- Médaille de bronze de l'enseignement technologique arrêté du 25.02.1972
- Prix Cujas-Magnol décerné par l'Académie du Languedoc (1994).

**Fonctions annexes :**

- Membre de la Commission QUENET de réforme de l'enseignement supérieur : La condition des Enseignants de l'Enseignement Supérieur 1993/1994

**Travaux et publications.**

- La procédure de licenciement des salariés protégés en cas de cumul des mandats, JCP 1976, 11942.
- Droit civil. Encyclopédie Clartés (Litec), 6 fasc. 80 p. imprimées.1977

- Les Quasi-Contrats (art. 1370 - 1371 C. civ.). Juris-classeur civil et notarial, 20 p. 1978
- Sécurité sociale. Encyclopédie Clartés (Litec). 2 fasc.1979
- La réforme du pouvoir disciplinaire, Editions Lamy (Sem. Sociale Lamy, n° spécial 143). 1982
- Le pouvoir disciplinaire et son contrôle par le Conseil de Prud'hommes, éd. Lamy, Semaine Sociale n° spé.174.1983
- Licenciement et procédures disciplinaires (prospective sur l'évolution du licenciement), éd. Lamy, Semaine Sociale n° spécial 203. 1984
- Le règlement intérieur des entreprises à l'épreuve de la jurisprudence (NDLR : 1<sup>ère</sup> étude sur le nouveau contentieux issu de la réforme de 1982), éd. Lamy, Semaine Sociale n° spécial 425, 40 p. 19
- Responsabilités, indemnisation des dommages et Sida, éd. Actions et Recherches Sociales (Revue Interuniversitaire de sciences et pratiques sociales), n° 3/4 octobre 1989, p. 127 à 141.
- Le licenciement d'un salarié homosexuel séropositif, Rev. Préventique 1990, n° 35, p. 17 s.
- Le licenciement d'un salarié atteint du Sida, Commentaire de Aix, 9<sup>o</sup> ch. 16.06.1992, Bulletin d'Aix (revue de jurisprudence, éd. PUAM) 1993-1, p. 74 s.
- Le salarié bénéficiaire d'une convention de conversion peut-il contester l'ordre des licenciements économiques ? commentaire Cour d'appel d'Aix, 21.06.1994, Bulletin d'Aix (revue de jurisprudence, éd. PUAM) 1994-1, p. 41 s.
- Les motifs personnels de licenciement. Colloque Montpellier Université - CAPEB (Confédération des Artisans du Bâtiment). 13 mai 1995.
- Contrat de travail et Sida. Colloque Entreprises et Droit Social sur l'état de santé du salarié. Toulon 3 juin 1995.
- La valeur juridique des chartes d'entreprises. Ie colloque d'Ethique Economique. Aix-en-Provence 6/7 juillet 1995, éd. PUAM 1996
- Droit du travail et droit de l'environnement, 8èmes journées Franco-Helléniques, Orléans 10-12 octobre 1996.
- Le formalisme poussé jusqu'à l'absurde. La mention obligatoire de l'adresse des services où le salarié peut se procurer la liste des conseillers du salarié en cas de licenciement, commentaire d'Aix, 18<sup>o</sup> ch., 10 oct. 1996, Bulletin d'Aix; 1996-2, p. 104 s.
- Une interprétation raisonnable du formalisme : l'employeur n'est plus tenu de mentionner l'adresse de tous les "services" départementaux dépositaires de la liste des conseillers du salarié, Commentaire d'Aix, 18<sup>o</sup> ch., 28 mai 1997, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 88
- Commentaire de Aix, 18<sup>ème</sup> ch. 28 mai 1997 (formalisme), Bulletin d'Aix 1997-1, p. 88.
- Le licenciement d'un salarié pour harcèlement moral envers le personnel féminin, Commentaire d'Aix, 9<sup>o</sup> ch., 9 juin 1997, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 96.
- Le salarié qui introduit dans l'entreprise de faux conseillers du salarié lors de l'entretien préalable commet une faute grave, Commentaire d'Aix, 18<sup>o</sup> ch., 18 déc. 1996, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 106.
- La décision d'affectation d'un salarié paysagiste à un chantier extérieur constitue un simple changement des conditions de travail et non une modification du contrat de travail, Commentaire d'Aix, 18<sup>o</sup> ch., 9 avril 1997, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 114.
- La violation de l'obligation de loyauté par le salarié entraîne la privation de son statut protecteur de conseiller prud'homme, Commentaire d'Aix, 9<sup>o</sup> ch., 13 oct. 1997, Bulletin d'Aix 1997-2, p. 192 s.
- Requalification des contrats de travail à durée déterminée irréguliers : révolution à la 18<sup>ème</sup> chambre sociale ?, Commentaire d'Aix, 18<sup>o</sup> ch., 16 nov. 1997, Bulletin d'Aix 1997-2, p. 199 s.
- La rupture anticipée du contrat initiative-emploi à durée déterminée, Commentaire d'Aix, 9<sup>ème</sup> ch., 17 février 1998, Bulletin d'Aix 1998-1, p. 234.
- Contrat de travail emploi-consolidé : le juge prud'homal est compétent pour trancher le litige relatif à la rupture, Commentaire d'Aix, 18<sup>ème</sup> ch., 24 février 1998, Bulletin d'Aix 1998-1, p. 260.
- Les chartes d'entreprises, colloque éthique économique et droits de l'homme de l'Institut Interdisciplinaire d'Ethique et des Droits de l'Homme, 1997, Université de Fribourg (Suisse), éd. Borghi, Meyer Bisch, Fribourg 1998.
- "La portée juridique des chartes éthiques en droit du travail", in Ethique Economique et Droits de l'Homme, *La responsabilité commune*, éd. Universitaires Fribourg (Suisse), 1998.
- "Droit pénal, droit du travail et droit disciplinaire", Chronique, Bulletin d'Aix 1998-2, p. 33 s.
- "Le droit à un tribunal impartial, nouveau cas de récusation d'un conseiller prud'homme (art. 6§1 de la Convention européenne des droits de l'homme)", Aix, 9<sup>ème</sup> ch., 2 septembre 1998, Bulletin d'Aix 1998-2, p. 222 s.
- "Un syndicat condamné à réparer le préjudice causé à l'employeur pour la désignation frauduleuse d'un représentant du personnel (CHS-CT)", Aix, 18<sup>ème</sup> ch., 22 septembre 1998, Bulletin d'Aix 1998-2, p. 249 s.
- "La lettre de convocation à l'entretien préalable au licenciement doit-elle préciser que l'entreprise ne possède pas d'institutions représentatives du personnel ?", Aix, 18<sup>ème</sup> ch., 8 octobre 1998, Bulletin d'Aix 1998-2, p. 254 s.
- "Salarié pluriactif : la dissimulation de sa situation lors de l'embauche constitue une faute grave", Aix, 9<sup>ème</sup> ch., 17 décembre 1998, Bulletin d'Aix 1998-2, p. 430 s.
- "Est une faute grave l'abandon de poste et le refus de travailler d'une salariée qui se plaint de harcèlement", Aix, 18<sup>ème</sup> ch., 3 septembre 1998, Bulletin d'Aix 1998-2, p. 439 s.
- "Le respect du contradictoire par le juge : la Cour relève d'office le moyen tiré de la motivation du licenciement" Aix, 14<sup>ème</sup> ch., 4 mai 1999, Bulletin d'Aix, éd. PUAM 1999-1, p. 155 s.

- "Les conditions de légitimité des mutations internes des salariés" - Commentaire d'Aix, 9<sup>ème</sup> ch., 5 mai 1999 et 9<sup>ème</sup> ch., 23 mars 1999, Bulletin d'Aix, éd. PUAM 1999-1, p. 277.
- "Le sport professionnel au lendemain de la loi du 28 décembre 1999". Colloque organisé par la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, 26 avril 2000 - Thème traité : Les joueurs (droit du travail).
- "La portée juridique des chartes d'entreprise et le droit du travail français". Colloque Franco-Québécois d'éthique en entreprise, Aix-en-Provence, 6 et 7 juillet 2000 (Universités de Montréal, Rimouski, Sherbrooke, Mc- Gill, Aix- Marseille III), contributions de D. Berra et N. Caussé, éd. PUAM.
- Les chartes d'entreprise et le pouvoir normatif du chef d'entreprise, Mélanges Michel Despax, PU Sciences sociales Toulouse 2002, p. 123s.
- Colloque Journées prud'homales d'Aix-en-Provence (présentation de l'ouvrage publié aux PUAM) 2005 –
- Colloque Journées prud'homales d'Aix-en-Provence (présentation de la publication à la Semaine sociale Lamy) 2006
- Répertoire de droit civil Dalloz – fasc. Avocat (généralités) ,coll. Demeester , 2006
- Répertoire de droit civil- ed. Dalloz, fasc. Avocat (modes d'exercice de la profession), 2006
- Répertoire de droit civil- fasc. L'avocat collaborateur libéral, 2006
- Répertoire de droit civi – fasc. Le statut de l'avocat salarié. 2006
- L'avocat salarié a-t-il un avenir ? Contribution aux Melanges en l'honneur de Jacques Foyer, « Le monde du Droit», Ed. Economica, 2007
- Le licenciement du salarié en raison d'une activité durant un arrêt maladie nécessite la preuve d'un préjudice causé à l'employeur ou à l'entreprise, Commentaire de Cass.soc. ;, 16 oct. 2013, n° 12-15638, Gazette du Palais 2014, n°5 à 7, ed. spéciale Droit du travail et de la Protection sociale

#### Direction de thèses ou d'ouvrages, not.

- *La rupture du contrat de travail en droit anglais. Droit comparé anglais et français*, par **Allison Fiorentino**, Prix de droit social de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, ed. PUAM 2008, préface. D. Berra
- *Egalité et liberté dans le contrat de travail. Evolution du droit contemporain*, Par **Agnès Viottolo**, Prix de droit social de la Faculté de droit, ed. Puam 2004, préface D.Berra
- *Le droit du travail américain, un droit de l'entreprise. Contribution à l'étude comparée des sources du droit du travail français et américain*, par **Estelle Courtois-Champenois**, prix UIMM, Prix de droit comparé 2001 de la Faculté de droit, éd. PUAM 2002, préface D. Berra
- *Le droit des relations de travail confronté au VIH/SIDA*, par **Joël Colonna**, Prix de droit social de la Faculté de droit, éd. PUAM 2002, préface D. Berra,.
- *Le droit du travail en Polynésie française : entre autonomie et assimilation Contribution à l'étude du Droit Social polynésien*, par **Solange Drollet**, Prix de droit social de la Faculté de droit, éd. PUAM 2000, préface D. Berra,
- *La valeur juridique des Chartes d'entreprise au regard du droit du travail français*, par **Nadège Caussé**, prix de droit social, , éd. PUAM 2000, préface D. Berra
- *L'avantage acquis en droit du travail*, par **Alexis Bugada**, prix Georges Ripert de la Faculté de Droit et de Science politique, éd. PUAM 1999, préface D. Berra
- *Le statut de la pluriactivité en Droit Social*, par **Isabelle Coriatt-Attia**, prix de droit social, éd. PUAM 1999. préface D.Berra
- *L'avocat salarié : entre indépendance et subordination*, par **Virginie Renaux- Personnic**, Médaille de la Ville d'Aix-en-Provence 1998 (droit privé), éd. PUAM 1998, préface D. Berra
- *L'impact des nouvelles technologies sur la protection de la vie privée en milieu de travail en France et au Québec* par **Sylvain Lefebvre**, éd. PUAM 1998, préface D. Berra
- *L'organisation du droit du licenciement aux Etats-Unis. Approche comparative des droits américains et français*, par **Estelle Courtois-Champenois**, éd. PUAM 1997, préface D. Berra
- *Le système polynésien de sécurité sociale. La couverture sociale généralisée depuis le 1er janvier 1995* par **Solange Drollet**, éd. PUAM 1996, préface D. Berra
- *La consultation juridique donnée par les enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur après la loi du 31 décembre 1990*, par **Virginie Renaux**, , éd. PUAM 1994, préface D. Berra
- Mettre à jour